

indemnité de 92 millions de francs. Mais peu à peu l'attitude des deux puissances s'est modifiée. L'Autriche a admis le principe de l'indemnité et la Turquie a réduit ses prétentions quant au chiffre de celle-ci. Finalement le marquis Pallavicini a fait, au nom de son gouvernement, une offre de 54 millions de francs, environ \$10,800,000 ; et Kiamil pacha l'a acceptée. Pour justifier son changement de front, l'Autriche a déclaré qu'elle consentait à payer cette somme non comme indemnité pour l'annexion, mais à titre de compensation pour les domaines possédés par la Turquie dans la Bosnie et l'Herzégovine. Elle abandonne de plus toute juridiction sur le sandjack de Novi-Bazar, en même temps que le protectorat albanais, et elle consent à une augmentation de 15 pour cent de droits de douane. Cette entente entre la Porte et le cabinet de Vienne est un grand pas fait vers la solution de la crise orientale. Cependant, elle laisse subsister, elle accentue même le mécontentement et l'agitation qui règnent en Serbie et au Monténégro. Ces deux Etats manifestent des dispositions de plus en plus belliqueuses et expriment énergiquement leur désappointement du fait qu'ils sont laissés de côté dans les compensations consenties à la suite de l'annexion. Cependant il serait bien imprudent de leur part de s'attaquer, sans appui étranger, à une puissance comme l'Autriche-Hongrie. Enfin il y a la Bulgarie, dont les démêlés avec la Turquie n'ont pas encore reçu leur solution. Le gouvernement bulgare a remis aux représentants des grandes puissances, à la fin de décembre, une note dans laquelle il s'efforce de justifier son attitude et d'expliquer la situation. Il y déclare que la proclamation de son indépendance a été faite de sa propre initiative et qu'elle a été inspirée par la nécessité d'Etat, sans intentions agressives envers la Turquie. Au moment où celle-ci inaugurerait un nouveau régime, la Bulgarie n'a pas voulu l'entraver et s'est abstenue de recourir à la mobilisation de sa force militaire pour arracher à la Porte par intimidation une reconnaissance du fait accompli. Le gouvernement de Sofia a même congédié ses réservistes pendant que la Turquie dirigeait des troupes vers la frontière